Chronique constitutionnelle française

(1^{er} juillet - 30 septembre 1990)

PIERRE AVRIL et JEAN GICQUEL

Les références aux 23 premières chroniques sont données sous le sigle CCF suivi du numéro correspondant de Pouvoirs et de la page du recueil qui les réunit : Chroniques constitutionnelles françaises, 1976-1982 (PUF, 1983).

REPÈRES

- 4 juillet.** Démission de M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme.
- 8 juillet.** M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, se déclare partisan d'un « système présidentiel » supprimant le Premier ministre.
- 14 juillet.** Le Président de la République annonce que la durée du service militaire sera réduite de douze à dix mois à partir de 1992.
- 27 juillet.** Anis Naccache bénéficie d'une grâce présidentielle et est expulsé vers l'Iran.
- 4 août.** Le chef de l'Etat réunit à l'Elysée les ministres concernés par le conflit entre l'Irak et le Koweït.
- 9 août.** Conseil restreint, suivi d'une conférence de presse du Président de la République, sur la crise du Golfe.
- 21 août.** Nouveau conseil restreint, suivi d'une conférence de presse du Président de la République, sur la crise du Golfe.
- 26 août.** M. Rodet (S) succède à M. Longequeue à la mairie de Limoges.
- 27 août.** Message présidentiel au Parlement convoqué en session extraordinaire.
- 31 août.** A l'université d'été du parti socialiste, réunie à La Garde-Freinet, M. Jospin, ministre de l'éducation nationale, s'inquiète de l'annonce prématurée de mesures économiques entraînées par la crise du Golfe.
- 5 septembre.** Mauvaise humeur du bureau exécutif du PS contre les mesures économiques destinées à faire face à la situation internationale.
- 6 septembre.** Troisième conférence de presse du Président de la République depuis l'invasion du Koweït par l'Irak.

- 13 septembre. Nouvelles manifestations des agriculteurs, à Nevers cette fois, dans la ville du ministre de l'économie et des finances.
- 15 septembre. Conseil restreint et nouvelle conférence de presse présidentielle à la suite de la violation de la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït.
Le bureau politique de l'Union pour la France, qui comprend 36 membres, à parité RPR et UDF, est officiellement constitué.
- 15-16 septembre. Quatrièmes états généraux de l'opposition, à Saint-Maximin, sur l'environnement.
- 16 septembre. M. Jean Médecin annonce sa démission de la mairie de Nice et de la présidence du conseil général des Alpes-Maritimes.
- 20 septembre. Au « séminaire » du bureau exécutif du ps à Joué-les-Tours, M. Michel Rocard affirme que « les partis ne sont ni légitimes ni fondés à vouloir autre chose que ce que veulent les Français ».
- 20-23 septembre. M. Fiterman propose au comité central son propre texte pour la préparation du XXVII^e congrès du PCF.
- 23 septembre. M. Jean-Marie Le Pen prononce le discours de clôture de la fête du Front national à Bagatelle.
- 24 septembre. Le chef de l'Etat analyse la crise du Golfe devant l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 26-27 septembre. Aux journées parlementaires du ps à Nantes, M. Laurent Fabius propose de modifier le régime des sessions.
- 28 septembre. Des manifestations d'agriculteurs empêchent M. François Mitterrand d'inaugurer le TGV Atlantique à Poitiers.

AMENDEMENT

— *Limites.* Les sénateurs requérants estimaient dépourvues de liens directs avec le texte du projet les dispositions de l'article 56 de la loi relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux, mais le CC ne les a pas suivis dans sa décision 90-277, DC du 25-7. En revanche, il a soulevé d'office la conformité de l'article 16 (sur lequel les écologistes avaient d'ailleurs attiré son attention) permettant de déroger aux mesures de protection des lacs d'altitude en autorisant des « unités touristiques » : issu d'un amendement sénatorial, cet article est dépourvu de tout lien avec le texte et excède ainsi « les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement ». On notera que la formulation de la décision 90-277 DC réunit les deux critères jusqu'à présent distingués du « lien » et des « limites ».

V. Conseil constitutionnel.

ASSEMBLÉE NATIONALE

V. Loi organique. Parlement. Session extraordinaire.

CODE ÉLECTORAL

— *Bibliographie.* E. Derieux, Financement et plafonnement des dépenses électorales, *RDP*, 1990, p. 1055.

— *Financement des dépenses électorales.* En application des lois de 1988 et 1990 sur la transparence financière et la limitation des dépenses électorales (cette *Chronique*, n° 54, p. 184) le décret n° 90-606 du 9-7 (p. 8280) insère un chapitre V *bis* dans la partie réglementaire du code électoral. On notera que l'article R 39-2 précise les conditions dans lesquelles est assuré l'anonymat des bénéficiaires des dons des personnes physiques n'excédant pas 20 000 F : le mandataire qui reçoit le don transmet à la Commission nationale des comptes de campagne un reçu qui comporte deux volets, dont l'un ne mentionne pas son identité ; la Commission retourne le second volet estampillé au mandataire qui le remet au donateur pour qu'il puisse le produire en vue de bénéficier de la réduction de l'impôt sur le revenu. Les mêmes dispositions s'appliquent aux élections européennes ainsi qu'au financement des partis politiques (article 11 de la loi du 11-3-1988).

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

— *Bibliographie.* Ch. Cadoux, Le concept d'autonomie en France, *RSAMO*, 1990, p. 208 ; Cl. Olivesi et J.-P. Pastorel, Réflexions sur la lettre du 23-5 1990 du ministre de l'intérieur aux élus corses, *ibid.*, p. 244 ; L. Favoreu, La problématique constitutionnelle des projets de réforme des collectivités territoriales, *RFDA*, 1990, p. 399 ; J.-A. Mazères, Les collectivités locales et la représentation, *RDP*, 1990, p. 607 ; S. Regourd, De la décentralisation dans ses rapports avec la démocratie, *ibid.*, p. 961 ; Décentralisation-déconcentration, in *L'État, permanence et évolution*, actes du colloque de l'association du corps préfectoral, octobre 1989, *Administration*, n° 148, p. 45 et 82.

— *Conseillers municipaux, conseillers généraux et conseillers régionaux minoritaires.* Le ministre de l'intérieur en dresse, par département et appartenance politique, les tableaux (pour les villes de plus de 3 500 habitants, au premier cas) (*AN, Q*, p. 3538, 4392 et 4393).

— *Droit local alsacien-mosellan.* A la faveur de la curiosité parlementaire, le ministre de l'intérieur indique que la rémunération du sonneur de cloches par les communes est proportionnelle aux sonneries effectuées (*AN, Q*, p. 3537) ; qu'aucun texte n'interdit le versement d'une indemnité aux ministres des cultes pour gardiennage des églises (*ibid.*) ; que la communication des documents communaux (art. L. 181-13 du code des communes) trouve son origine dans une loi locale du 6-6 1895 (art. 51). Il précise, par ailleurs, le régime juridique des biens communaux réservés à l'usage privé des habitants (p. 3535). Un décret du ministre de l'intérieur

du 14-9 (p. 11406) agréé la nomination de curés décidée par l'évêque de Metz.

— *Echarpes communales*. Le ministre de l'intérieur fait état de l'absence de dispositions législatives ou réglementaires en la matière (AN, Q, p. 3824).

— *Indemnités des conseillers généraux et régionaux*. Le tableau des indemnités annuelles est présenté par le ministre de l'intérieur (AN, Q, p. 3820). Outre les disparités enregistrées, l'exonération fiscale cumulée avec la non-soumission au régime de la sécurité sociale est à l'origine d'un privilège exorbitant ; d'une *prébende*, autrement dit.

— *Libre administration* (art. 72 c). Lors de l'examen de la loi relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux, le CC a été appelé à se prononcer, à nouveau (cette *Chronique*, n° 55, p. 209) sur la combinaison des art. 34 et 72 C : *Il appartient au législateur de déterminer les limites à l'intérieur desquelles une collectivité territoriale peut être habilitée à fixer elle-même le taux d'une imposition établie en vue de pourvoir à ses dépenses ; que toutefois, les règles posées par la loi ne sauraient avoir pour effet de restreindre les ressources fiscales des collectivités territoriales au point d'entraver leur libre administration*. Au cas présent, le juge a considéré que le plafonnement envisagé de la taxe départementale sur le revenu, à partir de 1992, n'était pas de nature à entraver la libre administration desdites collectivités (art. 56, § II). Fidèle à sa démarche (cette *Chronique*, n° 41, p. 202), le juge entend mettre en place un dispositif de contrôle, à la veille de la discussion du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République, adopté en conseil des ministres, le 1^{er}-8 (*Le Monde*, 3-8) qui, dans la perspective du marché commun de 1993, bouleverse la structure et la fiscalité locales.

— *Renouvellement des conseils généraux*. Depuis la loi du 10-8-1871, le législateur a aménagé, à diverses reprises, la durée du mandat de ses membres, en le prorogeant ou en le réduisant (AN, Q, p. 3386).

— *Statut du territoire de la Polynésie française*. Dans la ligne ouverte par la loi du 6-9-1984 (cette *Chronique*, n° 32, p. 168), le statut de l'archipel a été modifié par la loi 90-612 du 12-7 (p. 8219). A prendre les choses dans leur ensemble, son économie se ramène à une extension des compétences du territoire, notamment en matière de relations internationales (le président du Gouvernement du territoire ayant désormais la possibilité, entre autres, de proposer au Gouvernement de la République l'ouverture de négociations avec des Etats ou territoires de la région du Pacifique) (nouvelle rédaction de l'art. 38) ; à une rationalisation des relations entre le président du Gouvernement et l'assemblée territoriale, laquelle a la possibilité de voter une motion de censure à la majorité absolue (nouvelle rédaction des art. 8 et 79) ; et à la prise en compte de la spécificité géographique, avec la création de conseils d'archipel dotés

d'un pouvoir consultatif (nouvel art. 89 bis). Germe d'une future régionalisation ?

V. Loi.

COMMISSIONS

— *Application des lois.* La conférence des présidents de l'AN avait décidé le 20-12-1988 de mettre en place une procédure portant sur le contrôle de la publication des textes d'application des lois. A cet effet, chaque commission désigne un ou plusieurs de ses membres pour procéder au suivi de l'application et saisir, le cas échéant, son président des difficultés constatées afin qu'il en informe la conférence des présidents. Cette procédure s'inscrit dans le dispositif plus vaste concernant l'« évaluation des lois », c'est-à-dire « la pertinence d'une législation par rapport aux problèmes qu'elle est supposée résoudre » (selon les termes du rapport d'information de la commission des lois présenté par M. Didier Migaud, 28-6, n° 1558), qui a fait l'objet d'une modification de l'art. 145 RAN prévoyant la désignation de missions d'information à cet effet (cette *Chronique*, n° 55, p. 204). Outre le rapport précité de la commission des lois, qui dresse un bilan portant sur les lois promulguées entre le 12-7-1988 et le 10-5-1990 dont elle a été saisie au fond, la commission des finances a déposé le 30-6 deux rapports d'information, l'un sur le bilan de l'application de la loi du 1^{er}-7-1983 relative aux caisses d'épargne présenté par M. Raymond Douyère (n° 1578), l'autre sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances pour 1989 et 1990 présenté par son rapporteur général, M. Alain Richard (n° 1579).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

— *Bibliographie.* B. Poullain, La pratique française de la justice constitutionnelle, préface de D. Mayer, *Economica*, 1990 ; Dominique Rousseau, *Droit du contentieux constitutionnel*, Montchrestien, 1990 ; L'exception d'inconstitutionnalité, *Les Cahiers constitutionnels de Paris-I*, STH, 1990 ; E. Brunat, la jurisprudence du CC relative à l'exercice du droit d'amendement devant les assemblées parlementaires, *mémoire DEA*, Lyon-III, 1990 ; CC, *Normes de valeur constitutionnelle et degré de protection des droits fondamentaux*, VIII^e conférence des cours constitutionnelles européennes, Ankara, 1990, *RFDA*, 1990, p. 317 ; O. Duhamel, Déni de justice constitutionnelle, *Le Monde*, 15/16-7 ; A. Rollat, La preuve par l'absurde, *ibid.*, 27-7 ; G. Koubi, Du droit de résistance à l'oppression de l'Etat de droit, *Les Petites affiches (PA)*, 25-7.

Chr. : L. Favoreu, L. Philip, A. Roux et Th. Renoux, Jurisprudence du CC, *RFDC*, 1990, p. 317.

Notes : B. Genevois, sous 89-269 DC, 22-1-1990, *RFDA*, 1990, p. 406 ; F. Luchaire, 89-263 DC, 11-1-1990 et 90-273 DC, 4-5-1990, *RDP*, 1990, p. 832.

— *Décisions.* 90-276 DC, 5-7 (p. 8051). Résolution complétant l'art. 86 RAN. V. *Chronique précédente.*

5-7 (p. 8052). Nomination de rapporteurs adjoints.

90-277 DC, 25-7 (p. 9021 et 9028). Loi relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux. V. *Amendement. Collectivités territoriales. Libertés publiques. Loi.*

— *Mise en cause du président.* M. Robert Badinter a exprimé son indignation au journal *Libération*, le 6-9, qui, la veille, dans un article consacré à une décision de M. Bérégovoy relative à un regroupement en matière d'espaces publicitaires, l'avait mis en cause : *Le devoir de réserve qui s'attache à ma fonction et mon éthique personnelle m'interdisent absolument de telles démarches.*

— *Non-événement.* La loi 90-615 du 13-7, (p. 8333) tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe, dite *loi anti-Le Pen*, n'a pas été déférée au juge, nonobstant le fait qu'elle est de nature à affecter la liberté d'expression, à propos du révisionnisme (nouvel art. 24 bis de la loi du 29-7-1881).

Au surplus, il est à noter que la session de printemps n'a donné lieu qu'à deux recours dirigés contre des lois ordinaires. Ce débit d'étiage, auquel la force dissuasive du juge n'est guère étrangère, s'inscrit dans un mouvement général : le garde des Sceaux a précisé, à cet égard, qu'entre le 1^{er}-11-1974 et le 31-12-1989, 10,4 % d'entre elles seulement ont été portées à la connaissance du cc (Sénat, 13-6-1990, p. 1591).

— *Procédure.* Dans l'attente d'une ouverture aux justiciables, le Conseil demeure à l'écho de la société civile. A cet égard, il a donné suite à une *saisine sauvage* présentée par M. Antoine Waechter qui, dans une lettre adressée au président Badinter, contestait la conformité d'un amendement incorporé à la loi portant révision générale des évaluations des immeubles (*Le Monde*, 15/16-7). Le mouvement des Verts sera entendu à la faveur de la technique du moyen d'office dont le Conseil s'autorise (cette *Chronique*, n° 54, p. 188).

Par ailleurs, le cc, outre la saisine sénatoriale à *double détente* dont il a été l'objet, à propos de la loi relative à la révision générale des évaluations des immeubles, a estimé, le 25-7 (décision 90-277 DC, p. 9021) que l'entrée en vigueur de la taxe départementale sur le revenu, en 1992, qui sera soumise à l'autorisation du Parlement ne saurait faire obstacle à ce qu'il exerce son contrôle sur le texte de la loi qui lui est *présentement* déféré.

V. *Amendement. Collectivités territoriales. Libertés publiques. Loi.*

CONSEIL DES MINISTRES

— *Communiqués*. Comme naguère (cette *Chronique*, n° 55, p. 205), M. Védrine, porte-parole de l'Élysée, conjointement à M. Le Pensec, a rendu publique, le 3-9 (*Le Figaro*, 4-9), une déclaration du chef de l'État en conseil des ministres de ce jour, qui tranche le différend qui s'était élevé entre M. Bérégovoy et le PS, à propos de la crise du Koweït : *Il faut que la France s'adapte sans délai à la situation au fur et à mesure de son évolution*. La dualité est donc accordée à la solennité du propos présidentiel.

V. *Gouvernement. Premier ministre. Président de la République.*

CONSTITUTION

— *Bibliographie*. D. Maus, *Études sur la Constitution de la V^e République*. Mise en place pratique, *Les Cahiers constitutionnels de Paris-I*, STH, 1990 ; P. Avril, *La Constitution : Lazare ou Janus ? RDP*, 1990, p. 949 ; J. Rideau, *Constitution et droit international dans les États membres des communautés européennes, RFDC*, 1990, p. 259.

DROIT CONSTITUTIONNEL

— *Bibliographie*. Ph. Ardant, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, LGDJ, 2^e éd., 1990 ; Y. Radev, *La Révolution française et le droit constitutionnel, Revue internationale de droit comparé (RIDC)*, 1990, p. 273 ; Ph. Terneyre, *Droit constitutionnel social. Inventaire en guise d'ouverture. RFDC*, 1990, p. 339.

— *Informations*. La VI^e session de l'Académie internationale de droit constitutionnel (AIDC) a été consacrée au *chef de l'État à la fin du XX^e siècle*. Elle s'est déroulée du 20-8 au 1^{er}-9 à Tunis.

Sous l'égide de l'Association française des constitutionnalistes, le I^{er} Congrès de droit constitutionnel s'est tenu à Strasbourg, les 27/29-9 (*Libération*, 27-9 et 1^{er}-10).

V. *Urgence*.

DROIT PARLEMENTAIRE

— *Bibliographie*. *Les assemblées révolutionnaires et la formation des pratiques parlementaires françaises*, AFSP-GETUPAR, 13-10-1989, 1990 ; M. Bonnard, *Les pratiques parlementaires sous le Directoire, RFDC*, 1990, p. 213.

ÉLECTIONS

— *Bibliographie.* Guy Drouot, Le financement des campagnes électorales et des activités politiques : les nouvelles règles du jeu, Act. législat., *Dalloz*, 1990, n° 14 ; Cl. Olivesi et J.-P. Pastorel, Une nouvelle étape dans la moralisation de la vie publique : voter là où l'on habite, *PA*, 8-8.

V. Code électoral.

— *Bureau de vote.* Le fait que le bureau ne soit pas constitué au complet ne constitue pas en soi un motif d'annulation, à partir de l'instant où cette irrégularité n'a pas exercé une influence sur le déroulement du scrutin et n'a pas favorisé la fraude, précise le ministre de l'intérieur (AN, Q, p. 4189) en arguant de la jurisprudence administrative (CE, 26-3-1980, Pégairolles de l'Escalette) et constitutionnelle (CC, 17-5-1978, AN, Puy-de-Dôme, 1^{re}).

— *Election sénatoriale partielle.* M. Jean-Pierre Demerliat (S) a été élu, le 30-9 sénateur de la Haute-Vienne (p. 11965) par suite du décès du titulaire du mandat et de l'absence d'un remplaçant, devenu député, en 1988.

V. Partis politiques

ENGAGEMENT INTERNATIONAL

— *Bibliographie.* J.-F. Touchard, A propos de l'arrêt *Nicolo*, *RDP* 1990, p. 801 ; E. Zoller, La conclusion et la mise en œuvre des traités dans les Etats fédérés et unitaires, *RIDC*, 1990, p. 737.

— *Hiérarchie des normes.* La thèse de la primauté de la Constitution par rapport à la norme internationale (cette *Chronique*, n° 51, p. 183) est étendue, selon le ministre chargé des affaires européennes, au droit communautaire et notamment au droit communautaire dérivé (AN, Q, p. 4454). Sur cette question difficile, v. J. Rideau, art. précité, *RFDC*, 1990, p. 259.

— *Interprétation des traités.* Dans la perspective ouverte par les arrêts *Alitalia* (cette *Chronique*, n° 52, p. 181) et *Nicolo* (*ibid.*, n° 53, p. 175), le CE a mis un terme à une jurisprudence constante (23-7-1823, *Veuve Murat, comtesse de Lipono*), le 29-6 (*GISTI*, note J.-F. Flauss, *PA*, 19-9), en se reconnaissant le pouvoir d'interpréter les dispositions obscures d'un traité, sans renvoi préjudiciel au ministre des affaires étrangères.

GOUVERNEMENT

— *Bibliographie.* J.-F. Auby, L'évolution du corps préfectoral, *RFDA*, 1990, p. 447.

— *Composition.* A la suite d'une bévue, M. Olivier Stirn, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé du tourisme, a donné sa démission (décret du 5-7, p. 7911). C'est la seconde révocation d'un membre du Gouvernement depuis 1988 (cette *Chronique*, n° 48, p. 183). Cependant, à l'inverse de la logique, ce n'est pas le ministre de rattachement qui devait initialement recueillir ses attributions, mais M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, nommé, par le même décret, ministre du commerce extérieur et du tourisme.

A la faveur d'une nouvelle modification, consécutive au décret du 17-7 (p. 8481), M. Jean-Marie Rausch a été dessaisi du tourisme au profit de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales, qui devient ministre délégué auprès du ministre de l'industrie. La place Beauvau accueille M. Philippe Marchand, député socialiste de Charente-Maritime (4^e) en qualité de ministre délégué.

Ce sont les 4^e et 5^e remaniements intervenus depuis juin 1988 (cette *Chronique*, n° 50, p. 191).

— *Condition des membres.* M. Kouchner, ayant été mis en cause, le 23-7, par *Le Parisien* et *France-Soir*, s'agissant du trafic d'armes en provenance du Liban, a obtenu le surlendemain du rci de Paris, statuant en référé, leur condamnation, pour avoir gravement porté atteinte à son honneur (*Le Monde*, 27-7).

V. Libertés publiques.

— *Solidarité.* Dans un entretien au journal clermontois *La Montagne*, le 24-7, Mme Michèle André a soupçonné M. Pierre Joxe de misogynie. Pour sa part, M. Lionel Jospin a exprimé des critiques à La Garde-Freinet, le 31-8 (*Le Monde*, 2/3-9), à l'égard des choix budgétaires de M. Pierre Bérégovoy, consécutifs à la crise du Koweït. Comme l'an passé (cette *Chronique*, n° 52, p. 183), le chef de l'Etat et le Premier ministre ont rappelé, lors du conseil des ministres réuni le 3-9 (*Le Monde*, 5-9), les membres du Gouvernement à la discipline et à la cohérence.

V. Conseil des ministres. Ministre.

GROUPES

— *Entretiens à Matignon.* A la suite de l'invitation lancée par le Premier ministre le 27-8, lors de la session extraordinaire (AN, p. 3216), les représentants de tous les groupes de l'Assemblée et du Sénat ont été reçus à Matignon pour recueillir des informations sur la crise du Golfe, les 30-8, 6-9, 12-9 et 20-9 (*Le Monde* des 31-8, 1^{er}-9, 9/10-9 et 14-9).

— *Préparation du budget 1991.* Les représentants des groupes socialistes de l'Assemblée et du Sénat s'étaient mis d'accord avec le Gouvernement lors d'un entretien à Matignon le 25-7, mais cette entente fut remise

en cause au bureau exécutif du parti le 5-9, après l'annonce de mesures destinées à faire face à la situation créée par la crise du Golfe. La polémique s'apaisait cependant dès le lendemain, à la suite de la réception d'une délégation de députés socialistes (*Le Monde* des 27-7, 7 et 8-9).

V. *Partis politiques.*

IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES

— *Bibliographie.* Th. Renoux, Immunité et parlementaires chargés de mission, *RFDC*, 1990, p. 239.

INÉLIGIBILITÉ

— *Sanction du racisme.* La loi n° 90-615 du 13-7 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe (p. 8333) prévoit que le tribunal pourra ordonner la privation des droits mentionnés aux 2° et 3° de l'art. 42 du code pénal (éligibilité et accès à la fonction publique ainsi qu'aux fonctions de juré), pour une durée de cinq ans au plus, en cas de condamnation prononcée en application des art. 187-1, 187-2, 416 et 416-1 du code pénal, ou de l'art. 24 de la loi du 29-7-1881 sur la liberté de la presse. Il est à noter que cette loi n'a pas été déférée au cc, bien qu'elle soulève un problème de principe (V. O. Duhamel, Déni de justice constitutionnelle. *Le Monde*, 15/16-7).

LIBERTÉS PUBLIQUES

— *Bibliographie.* G.-H. Beauthier, *Les droits du citoyen européen*, Commission des Communautés européennes, 1990 ; *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Ses origines. Sa pérennité*, actes du colloque de Paris-I, 1989, La Documentation française, 1990 ; J.-M. Auby, La loi 90-527 du 27-6-1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation. *JCP*, 1990.I.3463 ; B. Jeanneau, La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et son influence sur la Constitution, *RIDC*, 1990, p. 765 ; J. Morange, La protection constitutionnelle et civile de la liberté d'expression, *ibid.*, p. 771 ; P.-M. Gaudemet *Les protections constitutionnelles et légales contre les impositions confiscatoires*, p. 805 ; M. Ladhari, *La reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière*, *PA*, 10-8 ; J.-Chr. Peaucelli et autres, *Etrangers : libre circulation, reconduite à la frontière, extradition, allocations*, *RFDA*, 1990, p. 515 ; Y. Streiff, *La police des étrangers et la CEDH*, *PA*, 15-8.

Concl. : R. Abraham sous CE, 23-2-1990, Sioui, *RFDA*, 1990, p. 525 ; Ch. de La Verpillière, 29-6-1990, Ass. Engin ; Mongi Hablani, *ibid.*, 543 (légalité de reconduite des étrangers à la frontière).

— *Communication audiovisuelle.* Outre la demande adressée par le CSA, le 24-7 (*Le Monde*, 26-7), au directeur général de FR3, tendant à faire respecter le pluralisme en Corse, la *couverture* de la crise du Golfe a amené l'instance de régulation, le 31-8, à en appeler à *la responsabilité particulière des journalistes* (*ibid.*, 2/3-9) : les choix rédactionnels devront être guidés par leur valeur informative, plutôt que par leur contenu émotionnel ou par leur caractère spectaculaire. Dans un communiqué diffusé le 20-8 (*ibid.*, 23-8), le Premier ministre avait, pour sa part, invité les journalistes à ne pas servir les intérêts d'une puissance étrangère, à la suite d'une invitation de l'un d'entre eux à Bagdad. La chaîne concernée (TF1) a dénoncé une menace de censure (24-8). V. A. Woodrow, La communication est une arme de guerre (*ibid.*, 1^{er}/2-9).

— *Droit d'être jugé dans un délai raisonnable.* En application de l'art. 5 de la CEDH, le tribunal correctionnel de Lyon a ordonné le 4-9 (*Le Monde*, 6-9) la mise en liberté de deux détenus, dont l'affaire avait été renvoyée pour la troisième fois devant cette juridiction. La détention provisoire doit, en bonne logique, demeurer provisoire.

— *Egalité des sexes.* Le Premier ministre indique la répartition entre les femmes et les hommes dans la fonction publique de l'Etat (catégorie A) (AN, Q, p. 3652) : en 1989, 4 femmes sur un total de 168 occupaient un emploi de directeur d'administration centrale ; 435 sur un effectif de 2 763 administrateurs civils, tandis que 16 d'entre elles sur 56 y ont accédé au tour extérieur.

— *Egalité devant la loi.* En matière d'imposition, il appartient au législateur d'en déterminer librement l'assiette, estime le CC (décision 90-277 DC du 25-7, p. 9021) sous la réserve du respect des principes et des règles de valeur constitutionnelle, et s'agissant du principe d'égalité, *le législateur doit fonder son appréciation sur des critères objectifs et rationnels.* En l'occurrence la majoration uniforme d'une contribution (art. 59) est conforme au principe d'égalité.

Une loi 90-602 du 12-7 (p. 8272) améliore la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap.

— *Informatique et liberté.* La CNIL a présenté, le 10-7 (*Le Monde*, 12-7) son 10^e rapport d'activité. M. Jacques Fauvet, son président, a mis en garde contre le *surfichage*, notamment des plus démunis, dans le cadre du RMI, ainsi que les *mini-Safari locaux*. Sur plainte d'usagers, la CNIL a adressé un avertissement à une société de taxis parisiens, le 26-6 (*Libération*, 27-7) qui mettait sur fiche l'adresse et le numéro de téléphone de ses clients.

— *Liberté d'aller et venir.* Le décret 90-583 du 9-7 (p. 8138) porte modification du décret 46-1574 du 30-6-1946 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers.

— *Liberté de l'enseignement.* La sélection à l'entrée à l'université est contraire à la loi du 26-1-1984 (cette *Chronique*, n° 30, p. 169) a jugé le CE, le 27-7 (arrêt *Ardant et Langlois-Meurisse*)... six ans après que l'université de Paris-IX leur eut opposé un refus.

— *Liberté de la presse.* Le recours à la procédure du référé civil (cette *Chronique*, n° 55, p. 220) par un membre du Gouvernement (*supra*) a provoqué la vive inquiétude de la Fédération nationale de la Presse française. Le garde des Sceaux, dans sa réponse, a estimé qu'il appartiendrait à la Cour de cassation de trancher la difficulté (*Le Monde*, 1^{er} et 10-8).

— *Liberté syndicale.* Pour la première fois, en 1989, les non-syndiqués arrivent en tête aux élections des comités d'entreprise, d'après l'étude publiée par le ministère du travail (*Libération*, 21/22-7).

LOI

— *Bibliographie.* G. Cornu, *Linguistique juridique*, Montchrestien, 1990 (plus particulièrement *Le discours législatif*) ; E. Négrier, Le crépuscule d'une théorie jurisprudentielle : l'écran législatif et les droits communautaire et constitutionnel, *RDP*, 1990, p. 767 ; La relance de la codification, *RFDA*, 1990, p. 303.

— *Conformité de la loi relative à la révision générale des évaluations des immeubles retenus pour la détermination des bases des impôts directs locaux.* La décision rendue par le cc, le 25-7 (90-277 DC, p. 9021) a censuré, entre autres, un cas d'*incompétence négative*, réservant à un décret en Conseil d'Etat le soin de fixer la date d'application dans les DOM des dispositions relatives à la taxe départementale (art. 56, § V). A cette fin, relève, de façon classique, le juge : *il est du pouvoir du législateur, sous réserve de l'application immédiate de mesures répressives plus douces, de fixer les règles d'entrée en vigueur des dispositions qu'il édicte ; que s'il lui est loisible de laisser au Gouvernement la faculté de fixer la date à laquelle entreront en vigueur ces dispositions, il ne peut... lui conférer sur ce point, un pouvoir qui n'est assorti d'aucune limite.*

En revanche, selon une jurisprudence constante (82-152 DC, 14-1-1983, *Rec.*, p. 31), les mesures d'adaptation aux DOM des dispositions précitées ne sont pas contraires à la Constitution en ce qu'elles ressortissent à l'autorité réglementaire, sous le contrôle de la juridiction compétente pour en apprécier la légalité. La loi 90-670 du 31-7 (p. 9271) a été promulguée, en final.

LOI ORGANIQUE

— *Adoption en dernière lecture par l'AN* (art. 46, al. 3 C). Le Gouvernement est-il fondé à recourir à l'art. 49, al. 3 C, en cette circonstance ? Dans sa réponse, le Premier ministre, reprenant l'argumentation déve-

loppée par Jean-Pierre Camby (La LO dans la Constitution de 1958, *RDP*, 1989, p. 1422), s'en remet à l'appréciation du CC, le moment venu (AN, Q, p. 3481). Pour notre part (*Droit parlementaire*, 1988, p. 210), nous opinons que l'exigence constitutionnelle de l'adoption à la majorité absolue des députés implique nécessairement *un vote positif*, ce qui entraîne la mise à l'écart exceptionnelle de l'art. 49, al. 3, au même titre que le vote en termes identiques des LO relatives au Sénat (art. 46, al. 3) et des LC (art. 89, al. 2) (*op. cit.*, p. 189).

MINISTRE

— *Anonymat*. Aux termes d'une dépêche de l'AFP datée du 21-8, un haut responsable gouvernemental français s'est déclaré très préoccupé par la possibilité d'une attaque contre l'Irak qui pourrait survenir dans les prochains jours (*Libération*, 22-8). Devine qui pourra ?

V. *Gouvernement. Président de la République.*

OPPOSITION

— *Emissaires présidentiels*. La présidence de la République a fait savoir le 13-8 que la politique française dans la crise du Golfe serait expliquée dans 23 pays « non alignés » par des membres du Gouvernement et des personnalités de la majorité, mais aussi de l'opposition : MM. Jean Lecanuet (CDS), président de la Commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense, Jean-François Poncet, sénateur (UDF) et ancien ministre des affaires étrangères, et Jean de Lipkowski, député (RPR) (*Le Monde*, 14-8).

ORDRE DU JOUR

— *Session extraordinaire*. A l'imitation du décret du 18-3-1962 (p. 2986), celui du 22-8 (p. 10255) qui convoque le Parlement à la faveur de la crise du Golfe ne mentionne qu'une communication du Gouvernement. Or, dans les deux cas, le Président de la République devait également, délivrer un message aux assemblées. Mimétisme et amorce d'une convention constitutionnelle.

A un autre point de vue, le chef de l'Etat, comme naguère, en 1984, à propos du retrait de l'ordre du jour du projet de loi Savary sur les rapports de l'Etat avec l'enseignement privé (cette *Chronique*, n° 31, p. 194), est intervenu, le 29-9, à Poitiers, en l'espèce, en promettant aux agriculteurs la tenue d'un débat à l'Assemblée nationale (*Le Monde*, 1^{er}-10).

PARLEMENT

— *Bibliographie*. D. Maus, *Parlement et politiques publiques*, colloque de Bruxelles, 1990.

— *Présidents des assemblées.* MM. Alain Poher et Laurent Fabius ont été reçus en audience par le Président de la République, le 13-8 (*Le Monde*, 15-8) à propos de la crise du Koweït.

V. *Ordre du jour. Session extraordinaire.*

PARLEMENTAIRES

— *Bibliographie.* H. Isaac : *Les parlementaires des Antilles et de la Guyane, de la départementalisation à la décentralisation*, thèse, Pointe-à-Pitre, 1990 ; P. Servent, Les députés en proie au doute existentiel, *Le Monde*, 3-7.

V. *Immunités parlementaires.*

PARTIS POLITIQUES

— *Entretiens à l'Élysée.* Le Président de la République s'est entretenu de la crise du Golfe avec les principaux responsables politiques : MM. Valéry Giscard d'Estaing, puis M. Raymond Barre, auquel ont succédé MM. François Léotard, président du PR, Pierre Méhaignerie, président du CDS et Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, le 1^{er}-9. Le 3-9, il a reçu MM. Jacques Chirac, président du RPR, et Georges Marchais, secrétaire général du PCF. Seul M. Le Pen, président du Front national, n'a pas été invité (*Le Monde*, 31-8).

— *Relevé des temps d'intervention à la télévision.* Parallèlement à la présidence de la République et au Gouvernement, le CSA en dresse le tableau pour le deuxième trimestre 1990 (*Lettre du CSA*, n° 12, p. 5).

V. *Code électoral. Groupes.*

PREMIER MINISTRE

— *Création d'un groupe anti-crise.* Un groupe d'experts présidé par M. Cossé, commissaire au plan, a été installé, le 29-8 (*Le Monde*, 30-8), par M. Rocard au Commissariat au plan. Celui-ci aura pour mission d'étudier les conséquences économiques et sociales de la crise du Golfe arabo-persique.

— *Intérim.* M. Jospin a assuré le remplacement du Premier ministre à l'occasion de ses voyages au Japon et au Chili (décrets des 18-7, p. 8546 et 3-9, p. 10720). Entre-temps, la période des vacances a donné lieu, comme à l'accoutumée (cette *Chronique*, n° 52, p. 192) à l'intérim successif de M. Bérégovoy (décret du 1^{er}-8, p. 9335), interrompu par la participation de M. Rocard au conseil restreint, tenu à l'Élysée, le 9-8, puis à celui de M. Jospin (décret du 9-8, p. 9804). Il faut rappeler que la reprise des activités du Premier ministre, ne donne pas lieu à un acte contraire. S'il se pouvait que le parallélisme de la procédure fut, à l'avenir, honoré ?

— *Services.* Le décret 90-619 du 13-7 (p. 8415) crée une commission interministérielle de coordination des instances de contrôle des transferts intéressant la défense et la sécurité.

Par surcroît, en réponse à une question, le Premier ministre retrace l'évolution annuelle des effectifs desdits services depuis 1970 (AN, Q, p. 3755).

V. *Gouvernement. Groupes. Loi organique. Président de la République.*

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

— *Bibliographie.* J. Gicquel, *Le chef d'Etat républicain*, VI^e session de l'Académie internationale de droit constitutionnel, Tunis, août 1990 ; D. Rousseau, *Le rôle du chef de l'Etat en période de crise en France, au Portugal et en Espagne*, *ibid.* ; J.-M. Colombani, Mitterrand-Rocard, acte II, *Le Monde*, 4-7.

— *Chef des armées.* Au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, le président Mitterrand, agissant dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, a décidé l'envoi les 9-8 et 15-9 (*Le Monde*, 11-8 et 17-9) de troupes dans le Golfe. *Pour ce qui touche aux décisions d'ordre militaire, elles relèvent de moi... Il n'y a qu'une seule voix et qu'une seule politique militaire pour la France, a-t-il réaffirmé* (cette *Chronique*, n° 40, p. 186), le 6-9, à l'occasion d'une conférence de presse (*ibid.*, 8-9), en dissipant une réserve de M. Chevènement. Au reste, ce dernier avait affirmé, le 31-8 à France-Inter (*ibid.*, 1^{er}-9) : *Je fais mon métier. Il n'y a qu'une politique dans l'Etat, celle qui est définie par le Président de la République et que j'applique.*

— *Condition.* Le traditionnel bulletin de santé du chef de l'Etat, qui a été publié le 31-7, révèle « une légère hypoglycémie » à mettre « sur le compte de l'intense activité diplomatique » du premier semestre (*Le Monde*, 2-8).

— *Conseils restreints.* La crise irakienne a provoqué la réunion de 4 conseils les 4, 9 et 21-8 (*Le Monde*, 6, 11 et 23-8) et le 15-9 (*ibid.*, 17-9). A leur issue, le chef de l'Etat a répondu aux questions des journalistes, en présence des ministres, pour le premier d'entre eux. Si l'on en juge par les propos de M. Lionel Jospin (entretien au *Monde*, le 13-9) les débats y furent vifs. Le dernier conseil, à ce jour, a été convoqué, la veille, depuis Bratislava, au moment où le Président effectuait une visite officielle en Tchécoslovaquie.

— *Directives.* M. François Mitterrand a déclaré le 14-7 (*Le Monde*, 17-7) que le service national serait ramené de douze à dix mois à partir de 1992, après qu'il se fut prononcé pour le retrait des forces françaises d'Allemagne et de Berlin. Il a, par ailleurs, au conseil des ministres du 3-9 (*ibid.*, 5-9),

indiqué au Gouvernement les axes prioritaires de son action, compte tenu de la crise orientale.

V. Conseil des ministres.

— *Droit de grâce.* Le Président Mitterrand a gracié M. Anis Naccache et ses codétenus (cette *Chronique*, n° 52, p. 193), le 27-7 (*Le Monde*, 29/30-7). Cependant, à l'opposé de la tradition observée, M. Roland Dumas a commenté, dans une déclaration au *Monde* (ce numéro) la décision. Par ailleurs, il faut rappeler que contrairement à l'idée développée, le droit de grâce ne ressortit point aux pouvoirs personnels du chef de l'Etat (art. 19 *a contrario* C). V. S. Arné, *Le Monde*, 12/13-8.

— *Epouse du chef de l'Etat.* Mme Danielle Mitterrand a participé, le 4-9, à Santiago du Chili, à la cérémonie du transfert des cendres de l'ancien Président Salvador Allende, aux côtés de MM. Michel Rocard et Laurent Fabius (*Le Monde*, 6-9). Elle devait accueillir, en sa qualité de présidente de l'association France-Liberté, à Paris, le 20-9, une délégation de la résistance kurde d'Irak (*ibid.*, 22-9).

— *Interrogation.* A l'occasion de l'installation du conseil scientifique d'évaluation, le 13-7, le Président de la République s'est demandé *si certains ministères ne sont pas désuets* (*Le Monde*, 15/16-7). Dans l'immédiat, le Premier ministre s'en est fait l'écho, à l'occasion de l'envoi des *lettres plafonds*, le 17-7, aux ministres, dans le cadre de la préparation du projet de budget pour 1991, en leur demandant de s'attaquer *aux structures et interventions devenues aujourd'hui désuètes* (*ibid.*, 19-7).

— *Interventions.* Au cours de son entretien traditionnel avec des journalistes, le 14-7, le chef de l'Etat, après avoir souligné *le mérite des écologistes*, s'est affirmé *le défenseur des arbres*, concernant un tracé d'échangeur ou de celui du TGV en Provence (*Le Monde*, 17-7). *Je pense que la même sollicitude doit s'exercer sur la qualité de l'eau, sur la qualité de l'air*, a-t-il ajouté. Il devait, au surplus, indiquer que son *dessin* était de *faire de l'Europe tout entière un seul espace* (*ibid.*). Concernant le droit de vote des étrangers, le Président qui n'a pas abandonné ce projet, a tenu à préciser qu'une réforme, *cela se gagne d'abord par la conviction et par l'explication* (*ibid.*).

— *Message au Parlement.* Dans le cadre de la session extraordinaire consacrée à la crise du Golfe, le chef de l'Etat a adressé un message aux assemblées, le 27-8. C'est le second du nouveau septennat (cette *Chronique*, n° 49, p. 213) et le cinquième depuis 1981. Outre la parité avec le général de Gaulle, la gravité des circonstances unit ce message avec ceux délivrés, les 25-4-1961 (mise en œuvre de l'art. 16 C) et 20-3-1962 (conclusion des accords d'Evian), dans le cadre respectif d'une session de plein droit et d'une session extraordinaire.

V. Ordre du jour.

— *Responsabilités particulières en matière de politique étrangère.* Pour le Premier ministre, celles-ci ont pour fondement *la tradition* de la V^e République (AN, Q, p. 3126). Il semblerait plus juste d'invoquer l'art. 5 C (v. Ph. Ardant, l'art. 5 et la fonction présidentielle, cette *Revue*, n^o 41, p. 44). M. Rocard ajoute qu'il *adhère en tout point à la politique étrangère définie par le Président de la République* et qu'il ne considère pas désobligeant, l'appréciation d'un commentateur, d'être *un sous-traitant de haut niveau* pour le compte du chef de l'Etat, en l'occurrence.

— *Secrétariat général de la présidence de la République.* *L'Elysée ne dispose d'aucun budget, il ne décide rien... c'est le ministre qui décide*, a observé M. Mitterrand, le 14-7 (*Le Monde*, 17-7). V. J. Massot, *L'arbitre et le capitaine*, 1987, p. 123.

V. *Conseil des ministres. Engagement international. Gouvernement. Opposition. Ordre du jour. Premier ministre. République.*

QUESTIONS ÉCRITES

— *Bilan.* Une nouvelle estimation annuelle est présentée au 9-7 (AN, Q, p. 3298).

— *Procédure.* Outre le rappel que la réponse implique la signature du ministre ou de son délégataire (S, Q, p. 1637), les arrêts de la CJCE auxquels la France était partie ont fait l'objet d'une réponse directe au député, en raison du volume du document (AN, Q, p. 3619).

RAPPEL AU RÈGLEMENT

— *Bibliographie.* R. Chazelle et M. Laflandre, *Le rappel au règlement dans la procédure parlementaire de la V^e République*, RDP, 1990, p. 677.

RÉPUBLIQUE

— *Bibliographie.* L. Jaume, *L'Etat républicain selon de Gaulle, Commentaire*, n^o 51, p. 523 ; D. Maus, *La pratique institutionnelle française*, RFDC, 1990, p. 297.

— *Tradition républicaine.* Après la disparition du certificat d'études (cette *Chronique*, n^o 52, p. 194), l'instituteur est remplacé par *le professeur d'école* (décret 90-680 du 1^{er}-8, p. 9399). Le Président Mitterrand a estimé, le 14-7 (*Le Monde*, 17-7) que la conscription a partie liée avec la tradition républicaine. De son côté, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR et prédécesseur au ministère du budget de M. Michel Charasse, a jugé que les déductions fiscales pour frais professionnels dont ce dernier envisageait la suppression, notamment celles dont bénéficient les parlementaires, constituaient... *une tradition républicaine* (*Bulletin quotidien*, 6-9).

RESPONSABILITÉ GOUVERNEMENTALE

V. *Loi organique.*

SÉNAT

V. *Elections. Parlement. Session extraordinaire.*

SESSION EXTRAORDINAIRE

— *Convocation et clôture.* Au rythme des décrets des 22 et 27-8 (p. 10255 et 10455), cette session a été consacrée à l'examen de la crise du Golfe.

V. *Ordre du jour. Président de la République.*

SONDAGE D'OPINION

— *Mises au point.* A la demande de Mme Tasca, le CSA a estimé que les sondages réalisés par minitel ou téléphone, à la télévision *ne présentaient pas les garanties scientifiques d'un sondage et ne peuvent prétendre exprimer l'opinion du public* (*Le Monde*, 25-7). De son côté, la Commission des sondages a émis les *plus expresses réserves* sur les résultats chiffrés présentés comme issus d'un sondage portant sur d'éventuelles élections au conseil régional de Provence - Côte-d'Azur publiés par *Libération*, le 6/7-7 (ce journal, 24-7).

URGENCE

— *Bibliographie.* J. Robert, les situations d'urgence en droit constitutionnel, *RIDC*, 1990, p. 751.